



# CONTRE LA CASSE DU SERVICE PUBLIC DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE

Syndicat National CGT-INRA : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'Ecole – Tél : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50 - Mail : [cgt@inra.fr](mailto:cgt@inra.fr)  
Document réalisé le 01/03/10 consultable en intranet : <http://www.inra.fr/intranet-cgt/> – et en internet : <http://www.inra.cgt.fr/>

Notre Direction Générale invoque de grands objectifs posés à l'humanité comme « supprimer la faim dans le monde » et d'autres avec lesquels on ne peut qu'être d'accord. **Elle s'appuie sur l'urgence qu'il y a en effet à les résoudre pour sans arrêt modifier le cadre dans lequel nous travaillons, selon la même procédure bien rodée dans les entreprises en perpétuelle restructuration.** Elle emprunte les mêmes mots, les mêmes baudruches des DRH du monde entier. Ce sont d'ailleurs les mêmes cabinets de conseils privés qui interviennent : France Télécom et la DG de l'INRA ont un compte chez *Deloitte consulting*.

Ceci posé, la DG considère ainsi que la recherche agronomique est appelée dans l'urgence à *résoudre* ces problèmes. Elle voudrait qu'on la suive pour que l'INRA soit plus réactif, et donc pour développer la recherche par projets, programmes transversaux qui ne pourraient voir le jour sans profonde restructuration administrative.

**Soyons clairs : la résolution de certains des grands problèmes posés à, et parfois par l'humanité ne repose pas essentiellement sur l'innovation au sens où l'entendent les investisseurs.** A l'inverse, il y faut sans doute une profonde évolution de l'ordre international et des priorités données à l'économie au sens large, agricole en particulier. On ne voit pas pourquoi il faudrait être « plus réactif ». Il nous semble plutôt qu'il faudrait pouvoir travailler de façon plus approfondie et anticiper davantage les conséquences de certains choix immédiatement portés par la mode ou leur fameux taux de profit.

**Ce n'est pas en suivant les recommandations de l'aval que nous résoudrons les problèmes mais en partant de nouvelles conceptions encore inconnues.** Ce qui impose une indépendance toujours menacée vis-à-vis de l'aval et qui contredit l'idée même d'une recherche fondue dans les objectifs politiques et industriels du moment.

Pour que l'INRA puisse contribuer efficacement et durablement à des innovations, il faut que son fonctionnement tienne compte de la différence de nature entre « *production d'innovation* » et « *recherche finalisée* ».

- Une innovation est produite à partir de connaissances déjà validées. Il peut s'agir d'un procédé industriel agro-alimentaire ou de conseils régionalisés de conduite des cultures.
- La recherche finalisée doit découvrir et valider de nouvelles connaissances dans un domaine où la société estime que des innovations sont souhaitables. La finalisation implique des objets d'étude permettant de déboucher sur l'innovation, mais « découvrir » et « valider » impliquent une démarche pleinement scientifique.

Le caractère scientifique de la recherche finalisée ne se réduit pas à la validation académique. Mais il implique la possibilité de découvrir et donc la durée, comme en recherche fondamentale. **Le fonctionnement par projet à court terme empêche l'émergence de nouvelles visions des objets étudiés. Il pousse au conformisme intellectuel et gêne la découverte.**

Là où la présentation de la recherche à l'INRA - sous forme de programmes tels que les pose la DG - débouche sur des solutions néfastes, c'est qu'**elle dépossède les départements de leurs capacités de voir et organiser les finalités de la recherche agronomiques.** Mettant en avant le caractère pluridisciplinaire des grands programmes, la DG voudrait décrédibiliser les départements et les disciplines scientifiques dont nous sommes les ouvriers. Comme si, depuis 1946, l'INRA s'était avéré incapable de traiter de grandes questions agronomiques par nature pluridisciplinaires ! Et comme les départements seraient incapables, ils justifient ainsi la récupération par la seule DG des orientations

stratégiques. Tout ça pour finir par des objectifs du genre : « **1-3 Concevoir des innovations, des stratégies d'entreprises (souligné par nous), des modes d'organisation et des politiques publiques, pour améliorer à la fois flexibilité et robustesse, au service d'une meilleure accessibilité.** ». La DG semble influençable...

**Une autre conséquence immédiate** de la chute des départements dans leur rôle crucial d'orientation de la stratégie de recherche, ce serait **la création des plateaux techniques multi-départementaux ou multi-équipes (en particulier dans les Très Grandes Unités)**, et la montée en puissance de l'administration de la recherche au détriment des moyens de la recherche scientifique elle-même. Les départements *new look* de la DG étant occupés à faire vivre des programmes pluri-départementaux (si si !), ils n'auraient évidemment plus le temps de s'occuper de gérer le travail... Particulièrement bien connu et ô combien déploré dans les pays anglo-saxons dans les années 60, ce phénomène aboutit à la *mutualisation* des équipes techniques.

C'est à dire la **standardisation** et une **forte dévalorisation de chaque personne** dont la spécialité est niée au profit de l'interchangeabilité des agents identifiés par des « compétences » standardisées acquises (ou manquantes et à acquérir !). L'histoire de chacune et chacun, son expérience, son intelligence des situations où il a évolué dans l'activité du laboratoire sont tout simplement niées du jour au lendemain. **La nouvelle organisation préconisée interdit notamment l'interaction créative entre techniciens et chercheurs face à leur objet d'étude et dans l'évolution de leur façon d'envisager cet objet.** De tels changements de point de vue sont pourtant souvent à la source de découvertes. La nouvelle organisation **déshumanise les labos** comme elle l'a fait dans les télécom et dans l'automobile, à Pôle emploi et à la Poste....

C'est la recherche scientifique finalisée qui est la mission et la raison d'être de l'INRA, y compris face aux défis planétaires actuels.

Si on trouve que la France manque de structures productrices d'innovations, on doit se souvenir que les instituts techniques ont été sabotés, que les services de recherche des grandes entreprises sont l'objet de restructurations avec de nombreuses suppressions d'emplois (Unilever, Sanofi, EDF, ...). On doit constater que malgré les discours, les PME sont plus découragées que jamais d'investir dans l'innovation alors que des milliards filent vers les grands groupes multinationaux, multirécidivistes du gaspillage fiscal.

**Au contraire des réformes actuelles** qui ne font, sans grande imagination, qu'accuser les orientations de la réforme technocratique de 1997, **il faut renforcer le caractère scientifique de la démarche à l'INRA et pour cela:**

- ⇒ restaurer l'emploi statutaire et un financement d'Etat stable permettant de conduire effectivement des recherches, notamment par récupération des sommes dépensées par l'ANR à des coûts et des temps administratifs exorbitants, et dans le crédit impôt recherche.
- ⇒ restaurer les départements par disciplines scientifiques dirigés démocratiquement, c'est à dire de façon collégiale par l'ensemble des personnels.
- ⇒ maintenir et restaurer les unités de recherche complètes en chercheurs, ingénieurs, techniciens et administratifs, à taille humaine permettant une interaction effective dans les équipes

**A ces conditions seulement, l'INRA répondra à ce qu'en attend la population et contribuera, en effet, à un projet humaniste.**

**Ces conditions sont nécessaires**

**pour que l'INRA, service public, reste au service du public !**